



L'IMPACT DE L'ENDETTEMENT PUBLIC SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU MALI DE 2010 A 2019

Mouctar TRAORE, Enseignant Chercheur à l'Institut Zahed des Sciences Economiques et Juridiques de Bamako (**IZSEJB**)

Kalifa DAO, Enseignant Chercheur à l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest – Unité Universitaire de Bamako (**UCAO – UUBa**) – Mali

Boubacar SY, Enseignant Chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (**FSEG**) / Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (**USSGB**)

Mamadou BAGAYOKO, Enseignant Chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (**FSEG**) / Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (**USSGB**)

Résumé : La plupart des pays du continent africain sont confrontés à la faiblesse des ressources propres pour faire face à leurs besoins de financement dont figure le Mali. Afin de pallier cette insuffisance, le Mali opte l'endettement public. L'objectif du présent article consiste à déterminer la nature de la relation entre la dette publique et la croissance économique du Mali. Certaine recherche montre que la dette publique du Mali est très bien réglementée. Ainsi, pour contracter un emprunt, l'Etat malien se réfère notamment sur les documents suivants : le CREDD, le règlement de l'UEMOA relatif à l'endettement public et les indicateurs édictés par les FMI et la banque mondiale. Après cette gestion préalable, le Mali a mis en place une politique formidable relative non seulement au suivi des opérations de réalisation des projets, mais aussi au service de la dette publique.

Ainsi nous avons pu déterminé l'effet de l'endettement public sur la croissance économique du Mali à travers nos analyses. Une première analyse nous a conduit à faire des observations sur les données. Cette analyse montre que le PIB et la dette se sont accrus progressivement de 2010 à 2019. Quant aux composants de la dette tels que la dette extérieure et la dette intérieure s'augmentent aussi, mais les conditions de financements sont favorables (taux d'intérêt et durée). La deuxième analyse est faite à partir de logiciel Eview 12. Après les tests effectués, les résultats obtenus de ce logiciel montrent que l'endettement public influence positivement et significativement l'économie du Mali.

Mots-clés : Dette publique, développement économique, Mali.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.23640549>

1 Introduction

Les pays africains souffraient bien avant l'indépendance à cause de la colonisation. Cette période était caractérisée par l'exploitation dans tous les secteurs, il s'agit de l'exploitation sociale et de ressource. Ce qui est à l'origine de la pauvreté de ce continent, autrement dit la colonisation constitue essentiellement la cause de la pauvreté des pays en voie de développement. L'objectif des indépendances était de débarrasser le continent des obstacles rencontrés pendant la colonisation et de rendre la souveraineté aux Etats. Après avoir pris leurs indépendances, tous les pays avaient instaurer une politique visant à développer leurs pays, mais la plupart de ces politiques de développement ont échoué dont celle du Mali.

Depuis son indépendance en 1960, le Mali a mis en place des moyens de développement caractérisée par la construction des entreprises industrielles et des programmes de développements durables. L'indépendance succédant la colonisation, les objectifs fixés devenaient difficiles à atteindre car les ressources de financement étaient très rares par l'effet de la colonisation. Ce qui a incité le pays à chercher des alternatives parmi lesquels figure la dette publique. Au démarrage, cette politique était sur la bonne voie, toutefois, elle présentait une situation défavorable car les encours de la dette augmentaient d'année en année.

Ce passé, qui demeure toujours une réalité jusqu'à nos jours, a fait l'objet de mener une étude sur la dette publique du Mali de la pré-décennie de 2020 (de 2010 à 2019) d'où l'objectif d'élaboration du présent manuscrit.

Les causes de l'endettement d'un Etat sont plus souvent la présence d'énorme besoin de financement face à des ressources faibles. C'est la raison pour laquelle les pays à faible revenus tels que le Mali ont adopté la politique d'endettement comme moyen pour pallier ce déséquilibre. Son objectif est de trouver des moyens de financements des projets qui permettra à l'Etat de se développer. Alors selon cette idée, un Etat ne doit faire recourir à l'endettement qu'en cas de besoin de financement. Toujours dans le perspectif de développement, une analyse doit être mener sur tout projet financé par emprunt pour savoir non seulement si ledit projet est rentable, mais pour mesurer aussi sa productivité afin de le comparer aux autres projets. Cette analyse est très utile car il est souvent difficile pour un Etat de financer tous ses besoins de financement au cours d'un exercice budgétaire d'où l'intérêt de les prioriser en fonction de leurs productivités. Ceci permet au pays d'avoir une croissance davantage. Ainsi toute ces procédures sont considérées comme une planification. Cette planification doit à son tour être élaborée conformément aux référentiels (indicateurs de l'UEMOA, FMI). S'agissant d'une politique de développement, lors des requêtes financement, les pays à faible revenus (pays en développement) doivent adapter leurs projets de financements à des politiques de leurs sous régions et ces dernières doivent être en conformité avec les politiques de développement internationales.

C'est dans ce cadre que la politique de développement du Mali évolue en termes d'endettement. Etant un pays de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africain), le Mali s'endette en tenant compte des exigences de cette union. Dès la création de l'UEMOA, elle a mise en place des politiques visant à harmoniser les économies des pays membres. Cette union a mis en place une politique relative à l'endettement public notamment le règlement n°09/CM/UEMOA du 04 juillet 2007 portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'UEMOA. A travers ce règlement, le Mali planifie et gère sa dette publique. Cela permet d'éviter la gestion inefficace de la dette publique et de la rendre à un niveau soutenable. Malgré que la dette publique augmente d'année en année, le niveau d'endettement malien est toujours soutenable depuis la création de l'union. Cette augmentation peut être imputées à plusieurs problèmes. Principalement, il

s'agit des problèmes d'ordre sociopolitique. Notamment ces dernières années (2010-2023) le Mali a subi des dépenses relatives à l'insécurité dans la zone du nord et aux renversements des pouvoirs (les coups d'Etat). Pendant cette guerre, le Mali est astreint de s'approvisionner en équipements d'armes, de recruter des militaires pour le renforcement de l'effectif, de mettre en place des programmes de formations... En deçà de cette dépense extraordinaire et énorme, la zone affectée par la guerre doit être secourue par l'évacuation et de la bonne nutrition. Quant aux dépenses liées aux coups d'Etat, l'Etat est toujours la première victime d'un coup d'Etat. Il s'agit dans un premier temps de subir les pertes que le renversement du pouvoir va entraîner et dans le second temps d'effectuer des dépenses pour la restructuration de l'Etat.

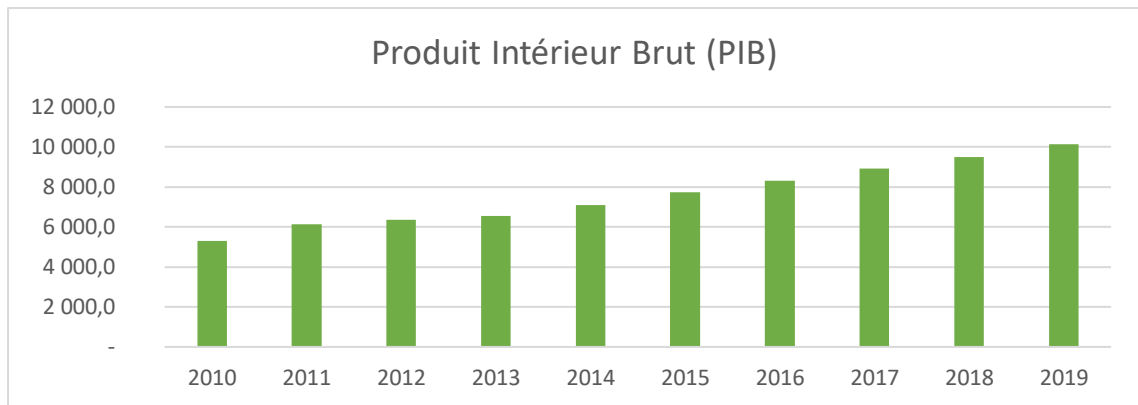
A ceux-ci s'ajoutent des projets de développement déjà planifiés qui viennent en augmentation de l'encours de la dette davantage. Ceux-ci impliquent que la variation des encours de la dette d'une année à l'autre est liée à des facteurs bien déterminés. Toutefois, comme indiqué ci-dessus, la politique de la dette du Mali est conçue de manière à respecter les limites fixées par les organismes internationaux tels que l'UEMOA et le fonds monétaire internationale (FMI). Le respect de ces exigences permet au Mali d'avoir une crédibilité vis-à-vis des dits organismes. De plus, il permet à l'Etat malien d'éviter tout risque en matière de risque du surendettement. Ce qui donnera comme avantage non seulement la facilité du remboursement du service de la dette, mais aussi la possibilité de mettre en place une politique visant à réduire l'encours de la dette pour la génération future.

L'objectif du présent article est de mettre en évidence l'impact de l'endettement public sur la croissance économique du Mali sur une période de dix ans (10 ans) allant de deux mille dix à deux mille dix-neuf (2010-2019). L'endettement public est l'une des réalités dans l'économie sur le plan international. En effet, certains pays l'optent généralement dans le cadre d'une politique économique visant à développer leurs pays par contre son insertion dans le budget s'impose à d'autres. Ce dernier est justifié par la rareté des ressources propres pour faire face aux besoins de financement. Le dernier cas intéresse le Mali et cela est lié à plusieurs facteurs. Ainsi, comme est mentionné ci-dessus, la rareté des ressources du Mali est imputée à l'effet de la colonisation. Avec la succession de temps, la dernière décennie de l'année 2020 est marquée par des facteurs qui sont traduits par l'aggravation de cette rareté. Il s'agit des crises sociopolitiques et de la rébellion. Ces deux crises se résultent de l'engagement extraordinaire de l'Etat dans les dépenses. De plus, avec l'augmentation de la population, l'Etat est astreint d'augmenter progressivement chaque année ses dépenses pour satisfaire aux besoins de la population dans certains domaines tels que : la santé, l'éducation, la sécurité, etc... Pour faire face à cet énorme besoin de financement avec de faibles ressources propres, l'alternatif opté par l'Etat malien est la dette publique. Cette politique vise à développer le pays au-delà de ses propres ressources. Ceux-ci vont aboutir à la formulation de la question suivante : l'endettement public contribue-t-il au développement économique du Mali ?

2 Cadre conceptuel : Analyse de l'effet de l'endettement public sur le développement économique du Mali

2.1. Analyse du produit intérieur brut

De 2010 à 2019, le Produit Intérieur Brut du Mali est évolué de la manière suivante :



Source : DGDP, AUTEUR

Graphique 1 : Evolution du PIB de 2010 à 2019 (en milliards F CFA)

Ce graphique met en évidence comment le PIB du Mali est évolué au cours des dix dernières années (2010-2019). Malgré l'existence des crises d'ordre sociopolitique et de l'insécurité, l'évolution du PIB n'a pas connu de chute au cours de ces années. Il s'agit notamment du coup d'Etat de **22 Mars 2012**, de la crise Ivoirienne et Libyenne et de la rébellion au nord du pays. Ces événements ont été marqué par les sanctions telles que les embargos. Cette croissance montre l'importance du volume des activités nationales dans la formation du PIB.

En 2010, le PIB du Mali était chiffré à **5 288,9 milliards de F CFA** et en 2012 il est passé à **6 123,9 milliards de F CFA** soit une augmentation de 15,78%. De 2011 à 2015, la croissance économique malienne n'a fait qu'augmenter malgré, les crises sociopolitiques et de l'insécurité. Ainsi, au cours de ce laps de temps, le pays a enregistré en moyenne un taux de croissance économique de 8%. Cette moyenne provient des PIB suivants : **6 123,9 milliards de F CFA ; 6 352,4 milliards de F CFA ; 6 540,6 milliards de F CFA ; 7 092,8 milliards de F CFA et 7 747,7 milliards de F CFA** respectivement pour 2011 ; 2012 ; 2013 ; 2014 et 2015. Leurs taux de progressions respectifs étaient de 15,78% ; 3,73% ; 2,96% ; 8,44% ; et 9,23%. On remarque que le taux de croissance est très élevé en 2011 par rapport aux autres années. Toutefois, la croissance est ralentie entre 2012 et 2013. Ce ralentissement provient des deux événements consécutifs nationaux que le pays a franchis pendant cet intervalle de temps. Il s'agit de la crise sociopolitique et de l'élection présidentielle de 2013. En deçà de ces cas de force majeure, le Mali est demeuré un pays victime de guerre bien avant 2010 jusqu'au-delà de 2019. Pendant les années 2014 et 2015, le taux de croissance a fait de grands pas. Cette forte croissance provient essentiellement de l'avantage de la stabilisation du pays d'où l'intérêt de la fin de crise sociopolitique. De 2016 à 2019, le PIB se décomposait comme suit : **8 311,9 milliards de F CFA ; 8 922,2 milliards de F CFA ; 9 482,0 milliards de F CFA et 10 124,7 milliards de F CFA**. Jusqu'aux quatre dernières années, l'économie du pays progressait de façon croissante avec des taux de croissance suivant : 7,28% ; 7,34% ; 6,27% et 6,77%. Comparativement à l'année 2015, l'année 2016 a connu une baisse en matière du taux de croissance. Ce taux est augmenté l'année suivante pour afficher un taux de 7,34%. En 2018, toujours l'économie du pays s'accroît, mais a chuté en terme et en comparaison de l'année précédente. L'année 2019, malgré la pandémie COVID-2019 qui a fait des catastrophes dans le monde entier, son taux de croissance est supérieur à l'année précédente.

De 2010 à 2019, la croissance économique du Mali était en fonction croissante. Comme décrit ci-dessus, ces croissances sont raisonnées. Pour compléter des raisonnements susmentionnés, d'autres facteurs seront mis en évidence de la manière ci-dessous.

2.2. Analyse des composants de la croissance économique

Tableau 1 : Décomposition du PIB en structure (exprimé en %)

Mali	2014	2015	2016	2017	2018	2019
PIB total	100	100	100	100	100	100
Secteur primaire	38,1	37,8	38,5	38,3	38,3	38,4
Secteur secondaire	16,8	17,2	16,5	17,4	18,3	18,8
Secteur tertiaire	37,7	37,5	37,6	37,7	37,5	37,2
Dont PIB non marchand	92,5	92,5	92,6	93,4	94,0	94,4
Droits et taxes	7,5	7,5	7,4	6,6	6,0	5,6

Source : INSTAT, Cadrage, Novembre 2018

De 2010 à 2019, l'économie malienne a pris sa source dans les trois secteurs suivants : le secteur primaire, le secteur secondaire et le secteur tertiaire. Parmi ces trois secteurs, le premier secteur (secteur primaire) constitue le principal. Il occupe une place importante dans la formation du PIB. De 2014 à 2019, le taux de participation moyenne du secteur primaire était de 38,4% du PIB. Ce secteur est dominé essentiellement par l'agriculture qui occupe presque la moitié. Dans l'agriculture malienne deux types de cultures sont les principales. Les céréales interviennent en première position, ils s'agissent principalement du riz et du maïs. De 2010 à 2013, la croissance des cultures vivrières varie respectivement : 44,6% ; 38% ; 45% et 38,6% de ce secteur. Le deuxième rang de ce secteur est occupé par l'élevage et la chasse. Pendant cette période, leur variation était : 32,8% ; 42,3% ; 36,4% et 40% du secteur. Ensuite, vient le coton. Il est la principale culture commerciale du Mali. Généralement, la variation du cours de coton et de l'or sur le marché international influence aussi le PIB du Mali. A travers la culture du coton, les cultivateurs du coton sont privilégiés par l'octroi des crédits agricoles. De plus, la culture du coton permet d'augmenter la rentabilité du maïs à l'aide de l'expérience des cultivateurs.

Le secteur primaire occupait 37% pour l'année 2014 et pour le reste de la période (2015-2019), il demeurait 38% du PIB. Les cultures céréalières avaient maintenu leur place dans la formation du PIB. L'élevage et la chasse étaient toujours classés comme deuxième rang du secteur. La pêche était 3% pour les deux premières années et 2% pour le reste de la période.

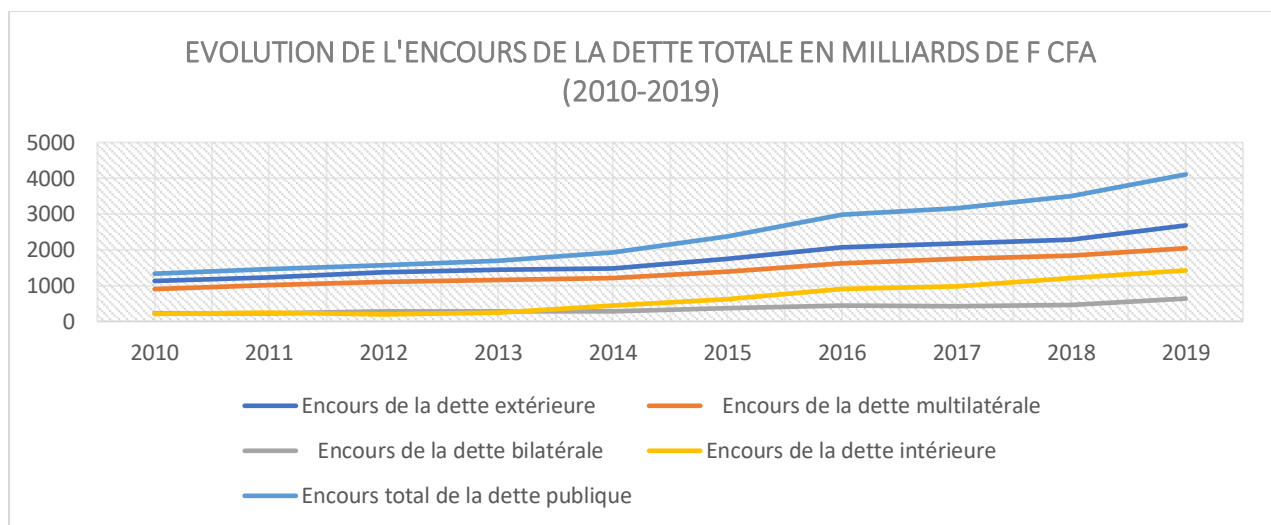
Quant au secteur secondaire, sa place n'est pas assez importante dans la formation du PIB. Ce secteur est composé par les entreprises de fonderies, d'agroalimentaires, de construction... De 2010 à 2013, il occupait respectivement 22,7% ; 20,6% ; 19,9% et 18,6% du PIB. De 2014 à 2015, il était de 18% et a chuté à 17% l'année suivante. L'année 2017, le secteur a connu la croissance d'un point pour être à 18% avec le même rythme de croissance, il était de 19% pour les deux dernières années.

Le secteur tertiaire suit directement le secteur primaire dans la formation du PIB. Dans ce secteur le commerce occupe l'une des premières places. De 2010 à 2013 la croissance du secteur tertiaire est similaire à dents de scie. Ainsi, il était de 35,5% en 2010, il s'accroît en 2011 pour un niveau de 36,7% et l'année suivante, son niveau est baissé 34,2%. Et la dernière année, il a atteint un niveau de 36,9%. Avec le même rythme de croissance (l'évolution en forme de dents de scie), toutefois les écarts de ces dernières sont minimes en comparaison des années antérieures. En 2014, il occupait 37,7%, l'année suivante, il a diminué de 0,2 point soit 37,5% et a augmenté de 0,1 point en 2017 soit 37,6%. En 2017, le secteur a augmenté de 0,1 point 37,7% du PIB, l'année 2018 a fait un petit pas de 0,2 point et la dernière année, la croissance était de 37,2% soit une baisse de 0,5 point.

En analysant ces différents composants, on retient que l'augmentation ou la diminution de la croissance économique d'un pays en fonctions desdits composants. Cela implique que plus ils augmentent, plus le besoin de financement diminuent et vice versa. Le besoin étant financé généralement par la dette publique, cette dernière provient aussi par la faiblesse des mêmes composants. Cette dette publique sera éclaircie de la manière ci-dessous.

2.3. Analyse de la dette publique

Afin que ce document puisse contenir une analyse fine sur la situation financière de la dette publique du Mali, il est nécessaire de mener une étude sur quelques données relatives à cette dette. Il s'agit des données relatives à l'évolution de la dette publique totale y compris ses composants.



Source : DGDP

Graphique 2 : Evolution de l'encours de la dette totale en milliards de FCFA (2010-2019)

Au vu de la figure ci-dessus, la situation financière de la dette publique du Mali s'accroît de façon continue de deux mille dix à deux mille dix-neuf. Pendant les quatre première années (2010-2013), l'encours total de la dette a augmenté progressivement avec des taux de 10,04% ; 7,47% et 7,81% respectivement pour 2011 ;2012 et 2013 soit un taux de croissance moyen de 8,44%. Les années 2012 et 2013 n'ont pas connu une augmentation excessive par rapport aux deux premières années bien qu'elles sont caractérisées par les événements extraordinaires (coup d'Etat du 22 Mars 2012 et élection présidentielle en 2013). Malgré cette crise sociopolitique dans le pays, l'augmentation de la dette a été modérée. En deçà de la situation de la dette totale, les dettes extérieures se sont augmentées au cours de 2011 à 2012 et a chuté en 2013 avec un taux de 4,68%. Quant aux dettes intérieures, leur

évolution était similaire à une ligne brisée avec des taux de 17,05% ; -18,05% et 29,95%. De 2014 à 2019, le rythme d'augmentation de la dette totale en matière d'écart est devenu plus grand par rapport à celui des années précédentes. Leur évolution était considérable de 2014 à 2016 avec respectivement des taux de 13,62% ; 23,10% et 25,69%. Cependant, la dette totale a chuté en 2017 avec 6,07% comme taux de croissance. Pendant les deux dernières années, le niveau de la dette est accru respectivement pour 10,38% et 17,42%. Les dettes extérieures ont continué à accroître de 2014 à 2016 avec des taux de 2,74% ; 18,17% et 18,21%. De même les dettes intérieures se sont augmentées pendant cette période de la manière suivante : 75,70% ; 39,55% et 46,82%. Dès lors, la dette totale constituant des dettes extérieures et intérieures, s'accroît lorsque ceux-ci augmentent et diminue inversement. Ce qui est mis en évidence à travers les évolutions ci-dessous. Après avoir chuté par rapport à l'année 2016, le taux d'évolution de la dette totale de l'année 2017 était de 6,07% composée de 5,22% et 8% respectivement de dettes extérieures et intérieures. Pendant les dernières années (2018 et 2019), la dette totale était évoluée de façon croissante avec des taux de 10,38% et 17,42%. S'agissant de leurs composants, ils étaient respectivement de 4,85% et 17,19% pour les dettes extérieures et les dettes intérieures étaient respectivement de 22,64% et 17,84%.

En observant le tableau ci-dessus, le PIB et la dette totale évoluent ensemble. Ce qui implique en amont que la dette publique constitue un facteur de croissance dans la politique économique du pays. De plus, conformément au critère défini par le règlement de l'UEMOA portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'UEMOA, la dette publique du Mali est toujours soutenable. Ce règlement fixe un seuil de 70% du PIB au-delà duquel la situation financière de la dette publique sera jugée insoutenable. Ce seuil est appelé « seuil de surendettement ». De 2010 à 2019, les seuils d'endettement du Mali présentaient respectivement 25,2% ; 23,9% ; 24,8% ; 26,0% ; 27,2% ; 30,7% ; 35,9% ; 35,5% ; 36,9% ; 40,6%. Ces seuils sont toujours au-dessous de celui indiqué par l'UEMOA (70% du PIB).

2.4. Analyse des composants de la dette publique.

Tableau 2 : Evolution des composants de la dette publique du Mali en milliards de F CFA 2010-2019

Eléments	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Encours de la dette extérieure	1128,6	1227,7	1380,3	1445	1484,6	1754,4	2073,9	2182,20	2288,17	2681,61
Encours de la dette multilatérale	903	1005,5	1104,7	1159,7	1202,3	1384,4	1626,3	1753,60	1833,20	2043,80
Encours de la dette bilatérale	225,6	222,2	275,6	285,3	282,3	370	447,6	428,6	454,97	637,81
Encours de la dette intérieure	203,4	238,1	195,1	253,5	445,4	621,6	912,5	985,5	1208,67	1424,40

Source : DGDP

L'augmentation ou la diminution de la dette totale est en fonction de ses variables. Ces variables appelées composants prennent leurs sources depuis l'accord de financement. Ces composants se décrivent ainsi. En 2012,

le risque de refinancement de l'encours total était 15 ans. Dans cette même année, le risque de refinancement pour la dette extérieure était 17,27ans. Quant à l'année 2013, la dette totale constituait de 83% de dette à long terme et le risque de refinancement de la dette extérieure en moyenne était 16,02% composée respectivement de 1 an ; 5 ans et 10 ans pour 3,16% ; 17,73% et 36,04% de la dette extérieure. Le risque de refinancement de la dette totale était 13,26 ans. En 2015, le portefeuille contenait d'un taux d'intérêt moyen de 1,6%. La faiblesse de ce taux d'intérêt moyen réside dans le caractère concessionnel de la dette extérieure. Pendant cette année, 99,2% du portefeuille de la dette était composé du taux d'intérêt fixe et le reste à taux d'intérêt variable. La suivante année (2016), le taux d'intérêt moyen de la dette totale a baissé de 0,1 pour cent par rapport à l'année précédente soit 1,5% dont 0,9% représentant le taux d'intérêt moyen de la dette extérieure. Le portefeuille composait de 99% du taux d'intérêt fixe et 1% du taux d'intérêt variable. En 2017, le niveau du taux d'intérêt fixe du portefeuille était de 96% et 4% pour le taux d'intérêt variable. Le taux d'intérêt moyen de l'ensemble du portefeuille était de 2,2%. Le taux d'intérêt moyen du portefeuille a augmenté de 0,71% en 2018 soit 2,93% dont 93,3% du portefeuille était à taux d'intérêt fixe et 6,7% de taux d'intérêt variable. Le risque de refinancement de cette période était de 9,8 ans pour l'ensemble du portefeuille. Quant à la dernière année (2019), le taux d'intérêt moyen du portefeuille était de 2,6% composé de 0,80% du taux d'intérêt moyen de la dette extérieure et 4,8% du taux d'intérêt moyen de la dette intérieure. Le portefeuille composait de 95,7% de taux d'intérêt fixe et 4,3% de taux d'intérêt variable. Le portefeuille présentait un risque de refinancement identique à celui de l'année précédente (9,8 ans).

De 2010 à 2019, le portefeuille de la dette publique du Mali présentait une situation favorable. Ainsi, au vu de l'ensemble des stocks de la dette publique des différentes années, le niveau d'endettement reste toujours dans la fourchette édictée par l'UEMOA (70% du PIB). Quant aux différents composants, ils sont tous favorables au Mali car le taux moyen d'intérêt du portefeuille pour l'ensemble des années n'a pas atteint 3%. Concernant le risque de refinancement, il se situe environ 12 ans en moyen. Toutefois, l'augmentation du taux d'intérêt moyen et la diminution du niveau moyen du risque de refinancement est entraîné par la dette intérieure. En effet, la dette intérieure présentait généralement des taux d'intérêts élevés et des durées courtes par rapport à la dette extérieure. La dette extérieure du Mali est assortie des caractères propices tels que des taux d'intérêts faibles (taux compris entre 1 et 3 pour cent), des durées d'amortissements commençant de 20 ans à 50 ans avec des périodes différées compris entre 5 ans et 10 ans.

A travers cette analyse des données, l'endettement public n'entrave pas la croissance économique du Mali. Car il permet la réalisation des projets lors de leurs entrées en vigueur qui produiront des fruits dans le futur. Quant aux services de la dette, les charges ne sont pas assez importants grâce aux taux d'intérêt moyens faibles. Au vu des risques de refinancements susmentionnés, le pays peut avoir le temps de souffle avant la mise en vigueur d'autres accords de financement. Cette analyse des données sera complétée par une autre analyse effectuée par le logiciel Eview 12 de la manière décrite ci-dessous.

3. Revue de la littérature

La relation entre l'endettement public et la croissance économique d'un pays établit un grand débat entre les auteurs. En raison de la divergence de leurs idées, ce débat n'est pas toujours unanime jusqu'à nos jours. Ainsi, deux courants trouvent des définitions différentes sur le lien entre l'endettement public et la croissance économique. Il s'agit du courant classique (Keynésien) et celui de néoclassique.

Selon les classiques, l'endettement public n'entraîne pas des charges à l'Etat dans toutes les circonstances (charges actuelles et futures). L'idée mère de ce courant se résume ainsi : l'endettement est une recette anticipée que l'Etat doit saisir en créant un déficit budgétaire pour relancer l'économie du pays. Les keynésiens optent cette politique comme meilleure car elle permet la réalisation des investissements et la création des emplois. Quant au courant néoclassique, l'endettement constitue un obstacle pour le développement d'un pays. Les néoclassiques pensent qu'un pays doit se développer par ses ressources propres ; les emprunts publics sont des fardeaux à supporter par la génération actuelle et future (les intérêts seront payés en plus du remboursement du principal). Ce courant considère l'endettement public comme un report d'impôt à payer par la population dans le futur.

Selon docteur Sira Samba Diallo, professeur à l'Institut Universitaire de Gestion de Bamako (IUG), dans son article portant « la dette extérieure et développement économique au Mali », l'endettement public a le double impact sur le développement économique à savoir : l'effet direct et l'effet indirect. Pour analyser l'effet direct de l'endettement public sur l'économie du Mali, professeur Diallo a mis en évidence la contribution de chacun des déterminants de la croissance économique, il s'agit du PIB, de l'investissement total et de la dette publique en question. Cette analyse montre que l'endettement public influe négativement sur la croissance économique. Quant à l'effet indirect, l'endettement public favorise la croissance économique à travers son effet sur le PIB par la réalisation des investissements rentables.

MARIE-PASCALE KRA dans son mémoire en maîtrise à l'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES a travaillé sur « le lien entre la dette publique et la croissance économique : comparaison entre le Québec, l'Ontario et le Canada ». Ce travail est basé sur 35 observations chronologiques couvrant un large éventail de 1983 à 2017. Après avoir fixé les seuils relatifs aux ratios d'endettement 41,9% ; 10,7% et 44,17% respectivement pour le Québec, l'Ontario et le Canada, Marie conclut que l'endettement a un effet positif sur la croissance économique lorsque les dépenses publiques (dettes publiques) sont orientées vers les investissements productifs.

Selon l'étude de l'auteur Aïda WADE en Janvier 2014 portant « L'impact de la dette publique sur la croissance économique dans la zone UEMOA » encourage les Etats membres de l'UEMOA dans l'endettement public jusqu'à un seuil de 48% par rapport au PIB au-delà duquel l'endettement ralentit la croissance économique. Ainsi l'auteur a utilisé la méthode de Hansen qui donne un seuil de 49,83% du PIB comme plafond de dette publique. Cette méthode confirme que toute augmentation de dette de 1 point de pourcentage entraîne une diminution de croissance économique de 0,08 point en pourcentage.

Le document élaboré par l'ingénieur statisticien économiste monsieur NGAMBO Arnaud et l'économiste BILIGIL Georgette dont l'intitulé est : « Impact de la dynamique de la dette sur la croissance économique et l'inflation : cas du Cameroun » a mis en évidence deux effets. L'objectif du document est de montrer dans un premier temps la relation entre la dette publique et l'économie de Cameroun et ensuite son impact sur le taux d'inflation. Il a conclu que la dette publique menace l'économie camerounaise à court terme, mais contribue à l'amélioration du PIB à long terme. Par contre elle a un effet négatif sur le taux d'inflation à court terme et à long terme. Toutefois, cette menace est très faible.

Leila Ben Ltaief, dans son article dont le titre est : « Dette publique et croissance économique : investigation empirique pour la zone euro, l'Union européenne et les pays avancés », a mis en évidence l'effet de la dette publique sur la croissance économique sur un échantillon de 35 pays (zone euro, Union européenne et pays avancés) entre 2006 et 2013. Son étude est divisée en deux groupes à savoir : pays à faible endettement public et pays fortement endettés. L'auteur se réfère sur le traité de Maastricht (le déficit des finances publiques ne doit pas

dépasser 3 % du PIB pour l'ensemble des administrations publiques et la dette publique doit être limitée à 60 % du PIB pour les pays avancés et 40 % du PIB pour les pays fortement endettés), le groupe qui dépasse les limites indiquées, connaîtra une diminution de leurs croissances contrairement au groupe qui reste dans la fourchette de Maastricht, leurs dettes publiques vont contribuer à la croissances de leurs économies.

Selon Etienne Alphonse NIAFOUNA, dans son mémoire en master dont le titre est : « l'impact de la dette publique sur la croissance économique au Sénégal », soutenu à l'UNIVERSITE ASSANE SECK DE ZIGUINCHOR au Sénégal, a mené son étude sur une période de quarante ans (entre 1970 et 2019). L'auteur a utilisé les données de la banque mondiale et fait une estimation à travers un outil d'analyse appelé ARDL ((Auto Regressive Distributed Lag model) et a testé ces résultats aussi. Le résultat de ces travaux a montré que la dette publique impacte négativement la croissance économique du Sénégal à court et à long terme. Toutefois, l'auteur a signalé l'indisponibilité de certaines données pour rendre meilleur son étude.

Selon Jean Claude Kouakou Brou, dans sa thèse doctorale intitulée : « Harmonisation de politiques économiques et dette publique dans les pays d'Afrique subsaharienne » sur la période entre 1975-2015, a trouvé une relation non linéaire entre la dette publique et la croissance économique et que la dette publique impacte négativement sur la croissance. Dans sa thèse, il a déterminé le niveau d'endettement de chaque zone prise dans son panel et mis l'accent sur le rôle d'une union en matière de limitation des dettes publiques. De plus, il soutient une dette publique orientée vers la recherche scientifique, la modernisation des infrastructures et l'amélioration des compétences techniques de tel sorte que la dette puisse servir à améliorer la qualité de l'environnement. Donc, le résultat de cette thèse ne remet pas en cause l'utilité de la dette publique dans la croissance économique, mais il recommande une gestion efficace de cette dernière depuis son départ (prévision dans la loi des finances) jusqu'à l'utilisation finale (gestion efficace des fonds alloués).

Lukunda NTEMO Nalphy, dans son mémoire de Licence intitulé « Dette Publique Extérieure, Taux de Change réel et croissance économique dans les PPTE africains » n'a pas trouvé de relation importante entre la dette publique et la croissance économique. Ainsi, les résultats de ses études ont montré que la dette publique impacte positivement mais de façon faible sur la croissance économique pour certaine période (1990 à 2000) et n'explique pas la croissance économique pour le reste de la période (2000 à 2008). Quant à la relation entre la dette publique et le taux de change réel, il n'existe pas de relation entre ces deux variables.

Quant à Oumou GUISSÉ dans sa thèse doctorale dont le thème est : « Effets de l'Endettement Public sur la Croissance Économique en présence de Non Linéarité : Cas des pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine », ce mémoire a mis en évidence le lien qui existe entre dette publique et croissance économique. Dans son étude, GUISSÉ a mis l'accent sur l'utilité de l'endettement public dans l'économie des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA). Cependant, elle a déterminé un seuil d'endettement de 80% du PIB au-delà duquel l'effet positif de l'endettement sur la croissance diminue ou devient négatif. En plus de ce seuil, son étude a mis en exergue la bonne gestion de la dette publique pour favoriser davantage la contribution de l'endettement public dans la croissance économique car le défaut de cette gestion peut influencer négativement sur la croissance économique.

Cette revue de la littérature a fait ressortir les opinions différentes provenant des auteurs différents. La plupart de ces opinions ne remettent pas en cause la dette publique comme facteur de développement, mais elles proposent la bonne gestion de cette dernière afin d'atteindre les objectifs fixés.

Le présent article ne contredit pas ses œuvres ascendants, mais plutôt d'apporter sa valeur ajoutée afin d'améliorer les contributions existantes. S'agissant du cas de Mali, l'étude de ce mémoire va toucher au système relatif à la gestion de la dette publique du Mali pour une meilleure compréhension de l'objectif du mémoire. Cela permet de comprendre son mécanisme, ensuite, il sera mis en évidence les effets de celle-ci sur l'économie malienne.

4. Méthodologie de la recherche

Dans le souci de bien appréhender le contenu du présent article, nous avons évoqué les causes essentielles de la rareté des ressources du Mali depuis l'indépendance jusqu'à la fin des années 2010 dans la partie introductive. La revue de la littérature nous a fait apparaître les résultats différents. Ce qui a montré que certains auteurs soutiennent l'endettement public pendant d'autres le déconseillent. Ensuite, pour bien éclaircir le présent travail, il sera élucidé du système d'endettement public du Mali en amont. L'objectif de ce travail consiste à expliquer la procédure qui donne naissance à l'endettement public ainsi que sa gestion. Comme aval, l'effet de la dette publique sur la croissance économique du Mali sur une période de dix ans (2010-2019) sera mis en évidence. Dans ce dernier temps, quelques termes difficiles seront expliqués d'abord, ensuite les grandes étapes de la dette publique connues par le Mali seront présentées pour justifier la situation de la dette publique de la période circonscrites (2010-2019). En sus de ces éclaircissements, deux analyses seront faites. Les résultats de la première analyse seront obtenus à partir de observations faites sur les informations collectées. Après une analyse effectuée par Eview 12, la seconde analyse donnera ses résultats.

Dans le mode de raisonnement, après avoir se faire une idée sur le système d'endettement public du Mali nous nous s'intéresserons aux effets de la dette publique sur la croissance économique du Mali à travers d'une analyse sur les données et ensuite les résultats fournis par le modèle utilisé (le logiciel EvIEWS 12). Pour pouvoir mener une étude plus approfondie sur le présent article, nous avons collecté : des informations auprès de la DGDP, des études des cas similaires, les entretiens et les observations.

L'objectif principal du présent article est la détermination de l'effet de la dette publique sur la croissance économique du Mali. Pour y parvenir, nous allons procéder à deux analyses. La première analyse consistera à faire des remarques sur les informations collectées. Elle permettra de mettre en évidence l'évolution détaillée de la dette publique telles que : l'évolution de la dette totale, de la dette extérieure, de la dette intérieure, du taux d'intérêt ainsi que des échéances. La seconde analyse fournira des résultats pour la détermination de l'effet de l'endettement public sur l'économie malienne. Cet effet sera déterminé à travers les résultats tirés des tests effectués par le logiciel Eview 12.

5. Résultats et discussions

5.1. Résultats

- **Test de Disky Fuller Augmenté (ADF)** : Il est préférable pour l'utilisation des séries temporelles de conserver une distribution constante au cours du temps. Ce qui va nous permettre de stationnariser nos séries avec le test diskly fuller augmenté. Ce test stipule que la probabilité associée à la statistique de ADF soit supérieure au seuil de probabilité 5%, ce qui a été vérifié pour la plupart de nos variables.

- **Test de Jarque-Bera** : Le test de Jarque-Bera permet d'identifier la normalité des séries étudiées.

Tableau 3 : Test de Jarque - Bera

Jarque-Bera	0.543155	0.922795	0.470616	0.614692	0.530931
-------------	----------	----------	----------	----------	----------

Probability	0.762176	0.630402	0.790327	0.735396	0.766849
-------------	----------	----------	----------	----------	----------

Source : Auteurs, Eview 12

La règle de décision de ce test stipule que la probabilité associée à la statistique de Jarque-Bera doit être supérieure au seuil de probabilité de 5%. Dans notre cas, toutes les probabilités associées à la statistique de Jarque-Bera sont toutes supérieures à 5%, alors les séries étudiées suivent une distribution normale.

Tableau 4 : Test de Fisher

F-statistic	322.9078
Prob(F-statistic)	0.000003

Source : Auteurs, Eview 12

Selon le test de Fisher, les variables sont globalement significatives car la probabilité associée à ce modèle est inférieure à 5%.

Tableau 5 : Test d'hétéroscédasticité de ARCH

F-statistic	0.700829	Prob. F(3,3)	0.6114
Obs*R-squared	2.884360	Prob. Chi-Square(3)	0.4098

Source : Auteurs, Eview 12

Le test d'hétéroscédasticité permet de vérifier la constance des variances des erreurs dans le temps : H_0 : Erreurs homoscedastiques ; H_1 : Erreurs Heteroscedastiques

La probabilité associée à la statistique de ARCH est ici supérieure à 5%, alors la variance des erreurs est constante dans le temps. Les estimations obtenues par la moindre carré (MCO) sont optimales.

Tableau 6 : Test de specificite de RAMSAY

Eléments	Value	df	Probability
F-statistic	10.30124	(2, 3)	0.0453
Likelihood ratio	20.62739	2	0.0000

Source : Auteurs, Eview 12

H_0 : le modèle est bien spécifié ; H_1 : le modèle est mal spécifié

La probabilité associée à la statistique de Ramsay doit être inférieure au seuil de 5%, ce test montrant une probabilité inférieure au seuil du model (5%), alors cela implique que le modèle est bien spécifié.

Tableau 7 : statistique descriptive

Eléments	LPIB	LDP	LINV	BC	TI
Mean	8.915930	7.716522	2577.278	-822.4033	0.971000
Median	8.910992	7.669224	2498.616	-766.9790	0.995000
Maximum	9.222732	8.320207	3463.403	-272.6510	5.320000
Minimum	8.573373	7.194437	1843.753	-1288.754	-1.800000
Observations	10	10	10	10	10

Source : Auteurs, Eview 12

En faisant une analyse sur les dix années portant la relation entre le produit intérieur brut et ces variables, on remarque que la moyenne la plus élevée est le PIB avec une moyenne de 8,91% soit une valeur de **7598.703 milliards F CFA** et la moyenne la plus faible est celle de la balance commerciale avec une valeur négative de plus

822 millions F CFA. Encore le PIB occupe le premier rang en matière de supériorité dans la ligne Maximum pour afficher un taux de 9,22%. La valeur de cette ligne s'élève à **10124.69 milliards F CFA** et le Maximum le plus faible est cette fois-ci celui de la Balance Commerciale (BC) avec une valeur déficitaire de **272,6510 milliards de F CFA**. En parlant du Minimum, le plus élevé reste d'être toujours le PIB avec un Minimum avec un taux de 8,57% soit une valeur de **5288.939 milliards F CFA** cela peut être expliqué par l'augmentation progressive du taux de croissance du PIB depuis 2010 car l'année 2010 est la période de référence et ce PIB Minimum est celui de ladite année. Le Minimum le plus faible est celui de la Balance Commerciale avec une valeur négative de **1 288,764 milliards F CFA**.

Au vu de cette analyse portant les deux bornes (le plus élevé et le plus faible) et la moyenne, le PIB demeure d'être la variable la plus élevée et la plus faible est toujours la balance commerciale (BC). Cette analyse nous a permis de mettre en évidence que les autres variables concourent à la formation du produit intérieur brut d'où sa supériorité aux autres variables. Quant à la balance commerciale, son infériorité désigne le solde déficitaire de la balance commerciale malienne.

Tableau 8 : corrélation des variables

Eléments	LPIB	LDP	LINV	BC	TI
LPIB	1.000000	0.988398	0.852848	-0.439138	-0.500549
LDP	0.988398	1.000000	0.866521	-0.544733	-0.567578
LINV	0.852848	0.866521	1.000000	-0.654229	-0.623948
BC	-0.439138	-0.544733	-0.654229	1.000000	0.512612
TI	-0.500549	-0.567578	-0.623948	0.512612	1.000000

Source : Auteurs, Eview 12

A la lecture de ce tableau, il existe une corrélation plus élevée entre le PIB et la DP (0.988398). Par contre la corrélation la plus faible est constatée au même moment entre le PIB et la balance commerciale (0.439138).

Tableau 9 : Régression linéaire

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	4.798779	0.178601	26.86868	0.0000
LDP	0.522586	0.029383	17.78505	0.0000
LINV	6.02E-05	2.80E-05	2.152199	0.0840
BC	9.39E-05	2.24E-05	4.187647	0.0086
TI	0.006758	0.003560	1.898409	0.1161

Source : Auteurs, Eview 12

Selon le mode de régression linéaire, il existe une forte corrélation entre la dette publique et la croissance économique du Mali. Ainsi le modèle affiche un coefficient de 0.522586. Ce qui veut dire qu'une augmentation de la dette publique d'un pour cent (1%) entraîne l'augmentation de la croissance économique de 0,523%. En plus de la variable PIB, il existe une corrélation entre la dette publique et l'investissement. Ce coefficient de corrélation est positif, mais très faible par rapport à celui du PIB ; ce coefficient est 6.02E-05. Ce coefficient montre que

lorsque l'investissement est augmenté de 1% la croissance économique sera aussi augmentée de 6.02E-05%. La balance commerciale a presque le même coefficient que celui de l'investissement. La relation entre le taux d'inflation et la croissance économique n'est pas aussi significative. Ainsi, le modèle indique que lorsque le taux d'inflation est augmenté de 1%, la croissance économique sera aussi augmentée de 0,006%. Ce coefficient peut être expliqué par d'autres variables sur lesquelles l'inflation aura une influence. D'après le mode de régression linéaire, la nature de la relation qui existe entre le produit intérieur brut et les variables permet d'augmenter la croissance économique. Quant aux variables balance commerciale et investissement, elles permettent d'apporter une augmentation lente à la croissance économique. Parmi ces trois variables seule la variable de la dette publique (DP) a un coefficient de corrélation positif et significatif, autrement dit l'augmentation de la dette publique entraîne une très grande augmentation considérable du produit intérieur brut (PIB).

5.2. Interprétation des résultats et recommandation

5.2.1. Interprétation des résultats

L'objectif du présent mémoire est de déterminer la nature de la relation qui existe entre l'endettement public et la croissance économique du Mali. Avant de porter l'analyse sur les résultats obtenus à partir du logiciel Eview 12, il sera mieux d'évaluer l'efficacité de la gestion de la dette publique. Car les données de la dette publique qui seront utilisés et aboutis aux résultats sont conçues après un long processus. En effet, comme décrit dans le premier chapitre, la gestion de la dette publique du Mali est bien réglementée. Tout d'abord, à travers le règlement N°09/2007/CM/UEMOA et les indicateurs édictés par les FMI, il existe une très grande efficacité dans la gestion de la dette publique du Mali. Ensuite, les exigences des bailleurs de fonds permettent d'augmenter davantage cette efficacité (les conventions des accords de financements). Certes ceux-ci ne montrent pas d'inefficacité, ce qui implique qu'en amont, la dette publique n'est pas confrontée à des nuisibles dans l'économie malienne, mais quelques dysfonctionnements apparaissent dans le processus qui feront l'objet de la recommandation.

Après l'analyse ci-dessus, les résultats de logiciel Eview 12 seront décortiqués. En passant par les tests, le test de Jarque-Bera stipule que de 2010 à 2019, les séries suivent une distribution normale. Ensuite, le test de Fisher montre que les variables sont globalement significatives, quant au test d'hétéroscédasticité de ARCH les estimations obtenues sont optimales, enfin le modèle est spécifié par le test de Ramsay. Tous ces tests ont abouti à une analyse descriptive qui nous a permis de tirer des résultats. Selon Eview 12, l'endettement public impacte positivement et significativement la croissance économique du Mali. Le résultat de cette analyse vient en confirmation de notre hypothèse (la dette publique impact positivement la croissance économique du Mali). Le coefficient de corrélation entre l'endettement public et la croissance économique est 0.522586. Cela peut être compris sous plusieurs angles. Tout d'abord, la significativité du coefficient positif entre la dette publique et la croissance économique malienne permet d'apprécier le seuil d'endettement fixé par l'UEMOA (70% du PIB) car le seuil d'endettement du Mali est toujours inférieur à ce seuil. Ensuite la dette publique doit être affectée aux projets de développement et la réalisation de ces projets doit être l'un des constituants de la croissance économique. Dans cette logique, les projets de développement réalisés par la dette publique doivent être rentables. La non rentabilité des projets de développement rentables peut être l'une des causes de la faiblesse du coefficient. Les projets de développement sélectionnés doivent respecter au préalable le référentiel (CCRED) afin que la probabilité de succès de ces projets soit élevée. Le coefficient de notre résultat étant élevé, alors ce qui implique que la dette publique du Mali s'inspire des référentiels susmentionnés.

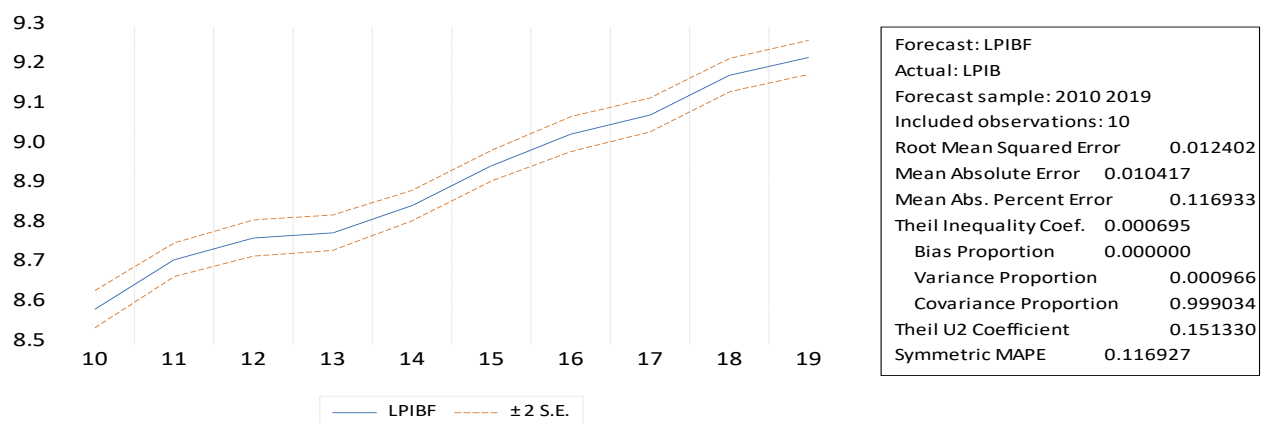
La relation entre le produit intérieur brut et les trois autres variables pris dans le modèle n'est pas aussi florissante. Si le produit intérieur brut n'entretient pas avec ces variables de façon satisfaisants, alors elles ne pourront pas accélérer l'économie. Ainsi, les estimations montrent que l'augmentation du taux d'inflation permet d'augmenter la croissance économique d'une manière non florissante. Le coefficient qui est entre le taux d'inflation et la croissance économique n'est pas élevé. Malgré que le taux d'inflation a un coefficient faible, ce coefficient est supérieur à ceux des deux autres variables (investissement et balance commerciale).

A la lecture des analyses ci-dessus portant sur la détermination de la nature de relation entre l'endettement public et la croissance économique du Mali, l'observation montre que l'endettement public impacte positivement et significativement la croissance économique du Mali. Comme susmentionné, cet effet est élevé. Cela implique d'encourager la dette publique dans l'économie malienne. D'après les analyses ci-dessus, le produit intérieur brut a un effet positif sur toutes les variables (DPT, INV, BC et TI). Chacune de ces variables contribue au développement du pays. Afin qu'elles puissent être davantage des moteurs de croissance économique du Mali, elles doivent faire l'objet d'une amélioration de la manière ci-dessous.

5.2.2. Recommandations

La valeur ajoutée du présent mémoire est de proposer des recommandations à partir des résultats obtenus de la période étudiée. Cette recommandation a pour objectif d'améliorer le rôle l'endettement public dans l'économie malienne. Elles se formulent de la manière suivante :

- ❖ d'orienter la politique de la dette publique vers la réalisation des investissements rentables. Cela permet au retour d'accélérer l'économie du Mali ;
- ❖ de maintenir la gestion de la dette publique axée sur les référentiels tels que le règlement de l'UEMOA et les indicateurs de FMI relatifs à la dette publique ;
- ❖ d'apporter des solutions à la lenteur de la réalisation des projets, tels que la diminution du délai des décaissements et l'accélération travaux incombant aux bailleurs ;
- ❖ d'alterner le mode de paiement du service de la dette publique sous peine de surendetter le Mali dans l'avenir.



Source : Auteurs, Eview 12

Graphique 3 : Test de forecast (TEST DE PREVISION)

Selon le graphique ci-dessus, les résultats obtenus à partir de logiciel Eview 12 peuvent être utilisés pour établir des prévisions. Car la ligne bleue se trouve entre les deux lignes. Dans le souci d'une bonne prévision, les recommandations doivent être associées à ces résultats obtenus. Il est important de souligner cette partie, car l'un des objectifs de ce mémoire est de fournir des informations qui pourront être utiles à l'autorité malienne pour des prévisions (le futur). Toutefois, les résultats obtenus de cette étude peuvent être limités pour quelques raisons. Il s'agit essentiellement du nombre d'années de la période étudiée et le nombre des variables choisies.

6. Conclusion

L'objectif du présent mémoire est de déterminer la relation qui existe entre la dette publique et la croissance économique du Mali. Cet article détient plusieurs œuvres ascendantes. Les résultats obtenus par ces œuvres se différencient, si certains auteurs considèrent que la dette publique permet d'accélérer l'économie, d'autres l'appréhendent sous l'angle de ralentisseur de l'économie. La divergence de ces résultats peut être expliquée par le contexte de temps (périodes d'études) et celui de lieu (pays étudiés). Toutefois, en dehors de ces circonstances, certaines pensées se contredisent quel que soit la circonstance, il s'agit de la pensée keynésienne et celle de néoclassique (dans la partie revue de la littérature).

Au vu des observations ci-dessus, ce mémoire n'a pas produit un résultat impartial au regard des résultats antérieurs. Autrement dit, le résultat du présent mémoire ira au soutien de l'un des différents résultats antérieurs. S'agissant du cas de Mali, les résultats obtenus dans ce mémoire sont précédés par un certain nombre d'analyses. Tout d'abord, nous avons passé à une analyse sur l'organisation portant la gestion de la dette publique du Mali. Dans cette analyse, nous avons constaté que la dette publique du Mali est bien gérée conformément aux règlements et aux lois. Cependant, lors de l'analyse des données, les observations issues de cette dernière nous ont permis de mettre en évidence une certaine inefficacité liée à l'organisation de la dette publique du Mali en deçà de ses atouts. Ainsi, la situation financière de la dette publique du Mali présentait une augmentation progressive des encours de la dette de 2010 à 2019. Cette augmentation provient du fait que les montants qui doivent être affectés au paiement des services des dettes antérieures sont inclus dans les montants des nouvelles dettes à contracter. Ce système ne se traduit que l'augmentation continue du stock de la dette publique telle qu'elle a été le cas par exemple entre 2010 et 2019. De plus, cette augmentation peut être l'effet de la diminution du caractère concessionnel des dettes extérieures, toutefois, cette diminution n'est pas jusqu'à présent importante. Comme atout de gestion de la dette publique, on peut indexer la diminution du volume de la dette intérieure dans le portefeuille de la dette publique du Mali au fil des années. Cette diminution est très importante car les observations montrent que la dette intérieure coûte plus chère que la dette extérieure. Les résultats de cette analyse des données sont complétés par les résultats obtenus de Eviews 12.

Quant aux résultats obtenus à travers le logiciel Eviews 12, l'endettement public impacte positivement et significativement la croissance économique du Mali. Selon les résultats du modèle, la dette publique permet de accélérer l'économie malienne. Déjà avec un coefficient de corrélation de 0.522586, cela montre qu'il existe une forte corrélation positive et significative entre la dette publique et la croissance économique du Mali. Le taux d'inflation, la balance commerciale et l'investissement permettent d'augmenter la croissance économique de façon non significative. Donc, ces résultats viennent non seulement en confirmation de notre hypothèse « l'endettement public impacte positivement la croissance économique du Mali », mais aussi au soutien de résultats obtenus par certains auteurs. L'objectif du présent travail est de savoir la relation qui existe entre l'endettement public et la

croissance économique du Mali sur une période de dix ans (2010-2019). La détermination de ce résultat a nécessité d'adopter un processus. En sus du résultat obtenu, ce processus nous a permis de constater un certain nombre de remarques qui ont fait l'objet de recommandation (voir partie recommandation). La valeur ajoutée de ce mémoire est cette recommandation. La dette publique impactant positivement et significativement la croissance économique du Mali, alors il est recommandé à l'autorité malienne de tenir compte de ces recommandations afin d'améliorer l'efficacité de la dette publique dans l'économie malienne. Toutefois, la prise en compte de l'une de ces recommandations est impérative afin d'éviter le surendettement dans l'avenir : « d'alterner le mode de paiement du service de la dette publique sous peine de surendetter le Mali dans l'avenir ».

REFERENCES

- [1] **Banque Mondiale** (2020). *World Development Indicators*, World Bank, Washington DC.
- [2] **Direction Générale de la Dette Publique**, (2020). *Extrait des données récentes*.
- [3] **Dr Sira Samballa Diallo**, (2019). « *Dette extérieure et développement économique au Mali* », Institut Universitaire de Gestion de Bamako, recherches africaines page n° 027.
- [4] **Fonds Monétaires International**, (2019). *Extrait des données 2019*.
- [5] **INSTAT**, (2019)
- [6] **Oumou Guisse**, (2016). « *Effets de l'Endettement Public sur la Croissance Economique en présence de non linéarité : Cas des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine* » Economies et finances à l'Université d'Orléans, Français ; <https://theses.hal.science/tel-01477847>.
- [7] **Jean Claude Kouakou BROU**, (2019). « *Harmonisation de politiques économiques et dette publique dans les pays d'Afrique subsaharienne* », Université de Pau et des Pays de l'Adour.
- [8] **Aïda WADE**, (Janvier 2014). « *L'impact de la dette publique sur la croissance économique dans la zone UEMOA* ».
- [9] **Etienne Alphonse NIAFOUNA**, (février 2023). « *l'impact de la dette publique sur la croissance économique au Sénégal* », à l'Université Assane Seck de Ziguinchor.
- [10] **Lukunda Ntemo Naliph**, (2011-2012). « *Dette publique extérieure, taux de change réel et croissance économique dans les PPTTE africains* », à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion.
- [11] **Bailo Diallo**, (septembre 2007). « *Dette et Financement du développement économique de la Guinée* », (Papier à présenter lors de la conférence économique africaine du 15 au 17 novembre 2007).
- [12] **Pierre Aldama**, Juin 2013. « *Soutenabilité de la dette publique et fonctions de réaction budgétaire en Europe* », à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- [13] **Jean-Marc DANIEL**, (Avril 2017). « *Dette Publique : la Mesurer, la Réduire* », Fondation pour l'innovation politique.
- [14] **Marie-Pascale KRA**, (AVRIL 2020). « *Lien entre la dette publique et la croissance économique : comparaison entre le Québec, l'Ontario et le Canada* », à l'Université du Québec à Trois-rivières.
- [15] www.google.com

- [16] www.donneesmondiales.com
- [17] www.afdb.org
- [18] www.undp.org
- [19] www.inst-mali.org
- [20] www.umoatitres.org
- [21] www.banquemonddiale.org